

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Honorables délégués,
Chers collègues,
Mesdames, Messieurs.

Permettez moi, tout d'abord de saisir cette opportunité, pour vous féliciter M. Le Président pour votre brillante élection et vous assurer de notre pleine disponibilité à collaborer avec vous pour faire avancer la cause de la lutte contre la faim et la malnutrition.

Je voudrais également, au nom du Royaume du Maroc, souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres qui ont rejoint notre institution.

Notre 38ème Conférence se tient à un moment éminemment sensible, pour traiter une thématique particulièrement pertinente.

Introduite brillamment par le Professeur et Prix Nobel d'économie Amartya SEN, cette thématique replace dans le cadre d'une approche holistique, la problématique de l'accès des populations qui en sont privées, à l'alimentation.

Les orateurs qui m'ont précédé, ont développé et détaillé à l'envi, les symptômes et les causes des fléaux de la faim et de la malnutrition. Je m'abstiendrai donc M. Le Président de toute redondance pour aller à l'essentiel, compte tenu du temps qui nous est imparti.

En effet, Le Royaume du Maroc, pleinement conscient des défis de la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté, a consacré le droit a une alimentation adéquate comme un droit fondamental qui fait partie du corpus de la nouvelle Constitution adoptée en Juillet 2011.

La mise en œuvre de ce principe constitutionnel, est conçue dans le cadre d'une gouvernance démocratique garantissant la participation de tous à sa concrétisation. Entre autres mécanismes prévus par cette réforme, figure l'Initiative Nationale de Développement Humain (INDH) qui se veut le cadre privilégié d'un partenariat entre l'Etat, les collectivités locales et la société civile pour la lutte contre la pauvreté. Le bilan de cette Initiative parle pour

lui-même : plus de 22000 projets, 5.200.000 bénéficiaires et plus de 1.6 milliard de Dollars mobilisés.

L'impact de cette initiative et des nombreux programmes sociaux mis en œuvre sur les indicateurs sociaux globaux, est édifiant. Le taux de pauvreté ne dépasse pas 8% en 2012 et est appelé à baisser davantage pour s'établir à 6% environ en 2015.

Les OMD pour ce qui concerne le Maroc ont été pleinement réalisés. La seule zone d'ombre demeure le taux de mortalité maternelle qui fait l'objet de programmes spécifiques de prévention.

La prise en considération du critère de la pauvreté multidimensionnelle, montre cependant, que dans les zones rurales il reste beaucoup à faire. En effet, le taux de pauvreté demeure élevé aux alentours de 17% en 2012. Ces populations vulnérables aux chocs climatiques et aux catastrophes naturelles, doivent encore être soutenues pour l'amélioration de leur niveau de résilience.

C'est notamment l'un de objectifs nombreux que nous poursuivons à travers la réalisation d'une stratégie audacieuse de développement du secteur agricole parallèlement à ceux relatifs à une meilleure contribution à la croissance économique, à la sécurité alimentaire et à l'amélioration de la compétitivité globale du secteur.

Le Maroc en entreprenant, depuis l'année 2009, la mise en vigueur du Plan Maroc Vert (PMV), opère un changement stratégique majeur dans la conduite du secteur agricole. Un plan similaire est également déployé dans le secteur des pêches maritimes. Ce faisant le Maroc tire les enseignements de plus de 50 années d'expérience et fructifie le patrimoine de connaissances accumulées depuis lors.

Qu'il me soit permis de saisir cette opportunité pour rendre hommage à cette belle institution qu'est la FAO, à ses compétences et à son expertise, sans lesquelles notre parcours n'aurait pas pu être ce qu'il est.

C'est convaincu de l'importance de partager ces acquis avec le voisinage, dans le cadre d'une solidarité bien comprise, que le Maroc s'est ouvert sur les pays frères d'Afrique. Des projets de coopération bilatérale et trilatérale ont ainsi été initiés à la satisfaction de tous. La FAO en nous soutenant dans le projet conclu avec le Niger et le Burkina Faso, illustre l'importance du partenariat Sud-Sud et son impact sur notre responsabilité collective face aux fléaux de la pauvreté. La prochaine réunion de Haut niveau sur les nouvelles approches pour éradiquer la faim en Afrique, qui aura lieu à Addis-Abeba à la fin de ce mois, sera pour nous une nouvelle occasion

d'échanges sur cette expérience qui, il faut le rappeler, s'aligne parfaitement sur la nouvelle vision de l'orientation stratégique de l'Organisation.

Monsieur le Président,

Vous l'aurez constaté, notre démarche stratégique est le reflet fidèle des efforts qui ont été déployés dans le cadre de la réforme de la FAO, en vue d'en faire une Organisation efficace, performantes et axée sur les résultats. La réforme engagée par notre Organisation depuis 2009, est incontestablement la bonne démarche à suivre si j'en juge par les résultats obtenus à l'échelon modeste du pays que je représente.

Nous tenons donc à saluer la dynamique que Monsieur le Directeur Général a insufflé à ce processus, dans une conjoncture internationale extrêmement difficile.

En effet, cette réforme a été conduite dans le contexte d'une discipline budgétaire de grande rigueur, qui a complètement transformé les équilibres historiques du Budget de la FAO. Ceci est particulièrement visible au niveau des ressources allouées au PCT et aux actions de terrain.

La politique de croissance zéro des dépenses du siège, décidée au milieu des années 90, en totale asymétrie avec le comportement des dépenses allouées au personnel, donne de notre Organisation le visage d'une structure bureaucratique qu'elle ne mérite pas. Avec 75 % de son budget ordinaire, décidés à New York et réservés aux dépenses au titre des ressources humaines, la FAO, affronte une contrainte politique que l'on ne peut plus ignorer.

Durant le processus de concrétisation de la réforme et sa mise en œuvre effective, il fallait déjà affronter les effets de la crise bancaire de 2008 qui, rappelons le, a donné lieu à deux phénomènes qui méritent toute notre attention :

- Des politiques drastiques de restrictions budgétaires qui ont eu et continuent de le faire, un impact négatif sur les ressources allouées à l'aide publique au développement. Ce phénomène se complique davantage avec la concurrence qui s'observe sur le marché de la dette souveraine.
- Un comportement erratique des prix des denrées alimentaires qui avait aggravé les conditions d'accès à l'aliment des populations vulnérables.

Ces facteurs et bien d'autres constituent désormais une incertitude quant aux contributions volontaires et cofinancements mobilisables pour donner toutes ses chances à notre programme d'action.

C'est dans ce contexte que je voudrais saluer la vision prônée par Mr le DG et soumise à notre appréciation dans le cadre de la réflexion sur une stratégie révisée de la FAO que nous avons menée collectivement. Ce défi dépasse à notre avis, la dimension somme toute symbolique du débat, en cours, sur le Budget et le Programme d'action (2014\2015).. Le large processus consultatif engagé a permis de mesurer à sa juste valeur, la dimension du défi qu'il nous appartient de relever. Il pose notamment le problème de la conduite et du monitoring, au niveau national, des politiques d'alimentation et de nutrition. Je voudrais soumettre aux Etats membres et à M. Le DG, une réflexion sur un mécanisme de revue de ces politiques par nos instances. Conçu sur la base du volontariat et du respect total de la souveraineté des Etats, ce mécanisme a vocation à améliorer sensiblement notre gouvernance globale de la lutte contre la faim dans le Monde.

Nous saisissons donc cette occasion pour **exprimer** notre soutien au programme de travail et budget proposé par le DG pour l'exercice biennal future, et estimons qu'il serait important d'allouer les ressources financières conséquentes pour la mise en œuvre de ce programme. A cet effet, nous nous réjouissons de voir que ce PTB prévoit, malgré la conjoncture économique difficile, une augmentation des allocations à des domaines que nous considérons prioritaire pour la mission de la FAO, en particulier, le programme de coopération technique, la réduction de la pauvreté rurale liée à la protection sociales, le renforcement des partenariats, et la fonction de renforcement des capacités.

En exprimant ce soutien, nous estimons cependant que la FAO doit accélérer le processus de décentralisation, condition essentielle pour concrétiser et traduire toutes nos priorités concrètement sur le terrain.

De même, nous observerons avec beaucoup d'attention, la manière avec laquelle une synergie harmonieuse, sera identifiée pour concilier les priorités de la réforme avec les cinq nouveaux objectifs stratégiques nouvellement conçus. Nous mesurons toute la difficulté d'un exercice qui consiste à conduire une gouvernance novatrice à caractère transversal avec une culture de l'institution qui a toujours fonctionné selon le mode hiérarchique vertical.

Je conclurai en confirmant de cette tribune, que le Royaume du Maroc sera toujours disponible pour appuyer la direction générale et le secrétariat dans cette noble mission qui nous unit.

Merci pour votre attention.